

Can

FRC

8110

CAHIER
D'INSTRUCTIONS
RÉDIGÉ
PAR LA CORPORATION
DES ÉPICIERS
DE LA VILLE DE ROUEN,
POUR
SES DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

1789.

MJW 16231



LES soussignés, composant l'ancienne & nouvelle Corporation des EPICIERS de Rouen , assemblés extraordinairement pour élire leurs représentants à l'Assemblée générale du Tiers-Etat de cette Ville , ont rédigé le corps d'instructions ci-après , que leurs Députés devront présenter pour la rédaction du cahier général de la Cité.

Instructions générales.

§. I.

L'Assemblée, prévenue que le cahier général sera rédigé par des Commissaires , auprès de qui les Députés ne pourront faire valoir de vive voix ses réclamations , s'est attachée particulièrement à en développer les motifs dans ce cahier qui leur sera remis. Elle enjoint à ses Députés d'insister auprès des Commissaires sur l'importance de ne rien demander ou remontrer , sans en motiver les causes & les effets , les abus & les remèdes.

I I.

Les Députés ne perdront jamais de vue qu'ils sont citoyens avant que d'appartenir à tel Ordre , tel Corps , telle Province ; leur

opinion ne fera jamais déterminée par l'intérêt, la complaisance, la partialité ; mais seulement par l'amour du bien public.

I I I.

Ils s'assureront de la légalité de tous les Députés qui se présenteront à l'Assemblée générale , & n'admettront pour Electeurs que ceux dont le droit sera constant ou jugé.

I V.

Dans la réduction , au quart des Députés composant l'Assemblée générale , ils observeront cette proportion : Deux Jurisconsultes, un Armateur , deux Négociants , deux Cultivateurs , un Fabricant ou Artisan. (1)

V.

Dans ce choix , ils considéreront moins les qualités qui font l'homme de génie , que celles qui constituent le Citoyen. Il faut , pour le grand ouvrage de la réformation , de l'intégrité , du désintéressement , de l'élévation

(1) On s'est déjà écarté de cette proportion dans le choix des Commissaires pour la rédaction du cahier général , & le même esprit dirigera sans doute le choix définitif des Députés du Tiers-Etat. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

dans les vues & le caractère : il ne faut point de ces hommes ardents , ambitieux , capables de sacrifier la fortune publique à leur intérêt personnel.

V I.

Ils proposeront de supprimer le mot *Doléance* du cahier des Députés de la Province. Cette expression , née dans des temps de malheur & d'oppression , doit affecter la sensibilité d'un Roi juste & généreux. La consacrer , ce seroit supposer que les Rois de France n'assemblerent jamais leurs Sujets que dans des circonstances désastreuses. Charlemagne glorieux , triomphant de l'Europe entière , les assembloit , les consultoit tous les ans. Louis XVI se propose aussi de fixer un terme périodique pour leur convocation ; & son vœu le plus cher est sans doute d'annoncer à son Peuple , heureux & rétabli dans tous ses droits , la libération de la dette nationale , la réforme des loix & des impôts , & l'établissement d'un ordre immuable & propre à assurer la gloire de l'Etat , la prospérité de l'Agriculture & du Commerce , & la félicité publique.

Constitution.

V I I.

Le premier soin des Etats-Genéraux doit être de fixer la constitution de la France , & poser des lignes de démarcation entre la Puissance du Roi & les droits de la Nation.

L'autorité royale doit être bornée là où commence l'abus. Ces bornes ne gêneront pas un grand Prince , parce qu'il ne doit vouloir que ce qui est juste. Il n'y a que les Princes foibles qui prennent ombrage des droits de leurs Sujets.

Le droit premier des Français est la liberté ; & aucun acte émané de l'autorité du Prince , aucune autorisation des Cours souveraines ne peut porter atteinte à cette liberté. Mais cette liberté ne peut se conserver sans protection & sans loix.

Les loix doivent être l'ouvrage de la Nation représentée par les Etats ; les Rois doivent en être les protecteurs.

Point de loi , si elle n'est consentie par la Nation , si elle n'est exécutée au nom du Roi.

Des loix qui doivent être sanctionnées par le consentement de la Nation , il faut excepter les réglemens particuliers qui n'en sont que

l'interprétation , & qui doivent être l'attribut du pouvoir exécutif.

Tels sont les principes sur lesquels les Etats-Généraux doivent établir le grand édifice de la constitution ; autrement les plus beaux réglemens qui en émaneront ne survivront pas à notre génération.

V I I I.

Le succès que l'on doit attendre du travail des Etats-Généraux , dépendant de leur bonne organisation , il devra être statué provisoirement sur leur composition & leur régime.

I X.

Les trois Ordres devront toujours y être convoqués séparément , parce que ce sera toujours le moyen le plus sûr de se procurer un bon choix de Députés.

X.

Mais , les trois Ordres une fois réunis , toute distinction devra cesser , parce qu'avant toute chose il devra être statué qu'il n'y aura plus à l'avenir , ni exemption des charges publiques , ni impôts distinctifs d'Ordres.

Le Clergé & la Noblesse seront priés de passer leur déclaration provisoire sur ces deux

points. Le Tiers-Etat devra se retirer , s'ils refusoient d'y souscrire ; mais on augure mieux de la pureté & la générosité des intentions des deux premiers Ordres de l'Etat.

X I.

Les trois Ordres n'ayant plus d'intérêts distincts , les délibérations ne doivent plus raisonnablement être prises autrement que par tête , sur quoi il devra être statué.

X I I.

Le Roi fera supplié de fixer , pour la convocation des Etats-Généraux , un terme périodique , que l'on estime devoir être de cinq ans.

X I I I.

Les Etats-Généraux discuteront les motifs pour & contre l'établissement d'une Commission intermédiaire des Etats-Généraux.

Ils peseront dans leur sagesse , d'un côté , la perspective d'assurer l'exécution des Réglemens émanés des Etats-Généraux , de sanctionner les Réglemens particuliers qui interviendront dans l'intervalle des Etats , de donner un contre-poids à l'autorité des Ministres , & de perfectionner l'organisation des Etats provinciaux , en ramenant à un centre commun , à un même régime , à un même

but , leur administration & leurs travaux.

D'un autre côté, ils envisageront la crainte de se forger des chaînes , de remettre aux mains de quelques particuliers le sort de 24 millions de Citoyens ; enfin l'exemple frappant d'un Tribunal qui fut institué par les Etats-Généraux de 1355 , & dont les Membres élus par tiers dans les trois Ordres avoient le droit superbe de veiller à la perception des subsides , & empêcher qu'ils ne fussent divertis par le Roi , sa femme & ses freres. Ce Tribunal est celui des Elections , dont les fonctions, l'inutilité , l'inconsidération actuelle, feroient révoquer en doute une aussi noble origine , si elle n'étoit consacrée par l'Histoire & les Ordonnances.

X I V.

On sollicitera Sa Majesté d'accorder des Etats particuliers à toutes les Provinces , & de les assujétir , ainsi que ceux des Etats-Provinciaux déjà existants , à un seul & même régime. Le Roi & ses Ministres y trouveront l'avantage de ne pas voir leurs vues les plus avantageuses contrariées souvent par les administrations presque contradictoires de diverses Provinces ; & les Sujets du même Monarque , en passant de l'une de ces Provinces

à une autre , n'éprouveront plus le désagrément de se trouver étrangers à la police , aux usages & aux coutumes de leur nouveau domicile.

X V.

C'est sur-tout cette réunion de toutes les Coutumes en une seule , qui fera le sceau de la perfection de notre constitution. De la conformité dans les habitudes de voir & de procéder , il s'établira nécessairement une sympathie plus grande de mœurs & d'opinions; & par l'authenticité , par la lucidité donnée à tous les articles de la Coutume générale , on évitera beaucoup de procès occasionnés par le sens ambigu d'une infinité de Coutumes obscures & barbares.

X V I.

Il tient au même principe, de réduire à une seule dimension & dénomination , les diverses mesures usitées dans le Royaume pour l'arpentage des terres.

X V I I.

Ces diverses réunions entraîneront nécessairement aussi celle de tous les poids & mesures de marchandises. Philippe-le-Long , sur la représentation des Etats de la Province de Sens , en 1321 , avoit ordonné que *dans le*

Royaume, où il y avoit diverses mesures & poids, en exception & lésion de plusieurs, fût fait nouvel & seul poids & mesure convenable, desquels le peuple useroit doresnavant. Louis XI avoit rendu inutilement des réglemens sur le même sujet. Il étoit réservé à un Roi qui fait son premier devoir d'être juste, de fixer invariablement cette uniformité de poids & mesures qui mettra le Citoyen honnête à l'abri de beaucoup d'abus, dont cette diversité est souvent le prétexte ou l'excuse.

X V I I I.

Les monnoies ont été, entre les mains de plusieurs Ministres, un moyen de vexer les peuples. Un Règlement constitutionnel sur ce signe représentatif de la fortune des Citoyens, paroît digne de l'attention des Etats-Généraux.

X I X.

Enfin, & d'après les principes précédents, il paroît indispensable que toutes les loix promulguées depuis les derniers Etats-Généraux réguliers, tant celles enregistrées dans les Lits de Justice, que celles enregistrées simplement par les Cours, soient rapportées, vérifiées & discutées par les Etats-Généraux, qui prorogeront par leur sanction celles dont

l'utilité sera reconnue , & aboliront les autres.

Administration de la Justice.

X X.

Les Etats-Généraux remontreront à Sa Majesté, combien ses Peuples souffrent de la maniere dont la justice leur est rendue. Dans les Justices seigneuriales, l'ignorance, la perversité la plus profonde : dans les Justices royales, point d'étude, point de principes, un partialité affichée. Solliciter la suppression des Justices seigneuriales, faire juger que les autres places de judicature ne seront plus, ni vénales, ni héréditaires ; il n'y a pas d'autre moyen d'assurer le repos & la fortune des Citoyens.

X X I.

Les Etats examineront, sous l'autorité de Sa Majesté, les fonctions & la compétence des différents Tribunaux & Cours de Justice du Royaume ; ils en discuteront l'importance plus ou moins grande, ne laisseront subsister que ceux vraiment nécessaires, fixeront l'étendue de leur compétence, & régleront les cas & formes d'appels.

X X I I.

Ils la prieront d'ordonner qu'aucun Justifiable ne puisse à l'avenir être enlevé à son

Juge naturel , si ce n'est pour fait de commerce , où le vendeur pourra , comme par le passé , assigner dans le lieu de la vente le débiteur , quelqu'éloigné qu'il soit ; ils la supplieront de déclarer que , dans tout autre cas , Sa Majesté s'interdit toute évocation à aucuns Tribunaux & Cours de Justice, sous quel que prétexte que ce puisse être.

X X I I I.

Ils supplieront Sa Majesté de les autoriser à nommer un Comité de Magistrats & de Jurisconsultes , pour la réforme du Code civil & criminel.

X X I V.

Quant à la procédure criminelle , ils solliciteront de Sa Majesté un Règlement provisoire ; pour en proscrire les gênes & les formalités barbares ; pour fixer les délais de l'instruction , donner un Défenseur à l'accusé , assurer à l'innocent une indemnité proportionnée à son rang , & proscrire cette maxime barbare qu'*un de Messieurs* peut être dénonciateur sans se nommer.

X X V.

Ils solliciteront également de Sa Majesté un règlement provisoire pour rendre les procédures civiles moins longues & moins

dispendieuses , pour supprimer toutes les distinctions bizarres de liasses , rôles , placets , &c. ; ordonner que toutes les causes seront jugées dans l'ordre chronologique des appels ; que tous les Juges seront tenus de motiver leurs Sentences ; qu'ils seront destitués de leurs places , en cas de réformation d'un nombre déterminé de leurs Jugemens ; enfin , qu'aucun appel ne sera admis que sur la consultation écrite de deux Avocats ,

Liquidation de la dette nationale.

X X V I.

L'objet principal & connu de la convocation actuelle des Etats - Généraux est la détresse des finances de l'Etat. Les remèdes ne doivent pas manquer dans un Royaume aussi riche & aussi peuplé que la France ; le seul embarras doit être de les discerner & d'en faire l'application. C'est ici sur-tout que les Etats-Généraux devront apporter l'attention la plus sévère , pour composer un Comité chargé de sonder la profondeur de la plaie , & indiquer les moyens d'y remédier efficacement , sans avoir recours à ces palliatifs criminels avec lesquels on a abusé la Nation depuis tant d'années.

X X V I I.

Le Comité chargé de cette fonction pénible , mais glorieuse , mais satisfaisante pour des Citoyens , devra se livrer à la recherche la plus scrupuleuse des dettes de l'Etat , dont il sera composé deux classes.

Les départements de la guerre , de la marine , des affaires étrangères , la maison du Roi , de la Reine & du Dauphin , l'administration de la justice , les gouvernements militaires , la Maréchaussée , l'artillerie & le génie , les ponts & chaussées , les fonds pour la mendicité , les encouragements pour l'agriculture , les mines , le commerce & les beaux arts , un fonds déterminé pour les pensions de services militaires & autres : voilà ce qui formera la première classe des charges de l'Etat , auxquelles on donnera la dénomination de *charges ordinaires*.

Les intérêts de toute espèce , les arrérages , les remboursements , formeront la seconde classe , & composeront ce qu'on appellera les *charges constituées*.

Cette distinction une fois établie , il faudra , 1^o porter le regard sévère de l'économie sur tous les objets de dépenses composant les *charges ordinaires* ; 2^o travailler au moyen le

plus prompt & le moins dispendieux d'éteindre les *charges constituées* ; & assurer des fonds distincts pour l'aquit des unes & des autres.

X X V I I I.

Il faudra appliquer à l'aquit des *charges ordinaires*, les revenus provenant des domaines, des cinq grosses Fermes & autres impositions les moins onéreuses à la Nation, qui delà seront dénommées *subsidés ordinaires*. Les impôts arbitraires ou vexatoires, jugés & condamnés comme tels, mais dont la pénurie des Finances ne permettra pas la suppression présente, seront dénommés *subsidés extraordinaires* ; & leur produit sera affecté particulièrement à l'aquit des *charges constituées* & susceptibles de remboursement ou d'extinction. De cette dernière classe sont les rentes viagères, qui, s'éteignant progressivement, laisseront tous les ans une somme disponible, avec laquelle on remboursera les rentes perpétuelles. Ces remboursements ne devront occasionner aucun murmure, tout Français étant intéressé à soutenir le principe constitutionnel de la franchise de la Nation, qui ne peut jamais être obligée perpétuellement.

X X I X.

Il sera jugé que les impôts , même les moins onéreux , ne seront accordés que comme subfides , & que leur perception ne pourra avoir lieu pendant un temps plus long que celui fixé pour l'intervalle périodique des États-Généraux ; parce que la Nation se réservera expreffément le droit de les étendre , modifier ou abolir , d'après l'expérience qu'elle acquerra de leur produit , & des gênes qu'ils apporteront aux libertés françaifes.

X X X.

Le revenu des Domaines , qui fe joint naturellement à la maffe des *subfides ordinaires* , eft fufceptible d'une amélioration confidérable. Le Comité devra donc s'occuper d'en réformer le régime , & il paroît certain qu'avec une bonne adminiftration on parviendra à en tiercer le produit en cinq années. C'eft alors qu'on pourra s'occuper de fon aliénation ; & le rétabliffement de la confiance publique , la rentrée du numéraire dans la circulation , la diminution de l'intérêt de l'argent & l'augmentation proportionnelle des biens-fonds , concourront à en doubler la valeur & le produit

X X X I.

On composera la classe des *subsidés ordinaires* du produit de l'administration des poudres & salpêtres, des Monnoies, de la Poste aux lettres, des Messageries, des cinq grosses Fermes, du Tabac, des Loteries & des Vingtièmes, sur lesquels toutefois le Comité portera l'œil de la censure.

X X X I I.

Le régime des Poudres & Salpêtres, & celui de l'administration des Monnoies, ne paroissent susceptibles que d'économie.

X X X I I I.

Celui des Postes, où il regne d'ailleurs un ordre admirable à beaucoup d'égards, offre cependant beaucoup d'abus que le Comité se fera un devoir de réformer. Tel est le retard des Couriers, qui, depuis dix ans, est de deux heures à-peu-près par vingt-cinq lieues; quoique, depuis dix ans, la Nation ait payé des sommes énormes pour l'amélioration des routes: telle est la taxe arbitraire des Lettres, que les Administrateurs se sont permis de doubler, depuis un an, sur une simple décision du Conseil: telle est enfin l'effrayante autorité que s'arrogent les Ministres

nistres du Roi de faire décacheter les Lettres en certaines circonstances.

La Lettre remise à la Poste , est un dépôt fait sur la foi publique : ils ne peut être violé sans un abus de confiance qui intéresse la Nation entière. Décacheter la Lettre d'un homme non accusé , c'est mettre à la question un Citoyen contre lequel il n'y a point de commencement de preuves.

X X X I V.

Les Messageries, fructueuses autrefois entre les mains des divers Propriétaires qu'on en a dépouillés, n'ont presque rien produit depuis leur réunion dans les mains du Roi.

Le Comité s'en fera rendre un compte aussi exact que le permettra l'administration vicieuse de cette Régie; & , s'il résulte de son examen que cette Régie ne peut devenir fructueuse, il en demandera la suppression: car, si le Gouvernement doit hésiter en général à dépouiller quelques Citoyens de leur propriété, c'est sur-tout lorsqu'il ne doit en résulter aucun profit pour la Nation.

X X X V.

Le produit des cinq grosses Fermes consiste en des droits sur les marchandises qui

s'aquient aux Douanes des frontieres & de l'intérieur du Royaume.

La liberté nationale réclame la suppression des Douanes intérieures. L'intérêt du Commerce, de la Navigation & de la Politique exige la refonte entière du Tarif des droits qui s'aquient aux Douanes des Frontieres, & une réforme dans le régime de la perception. Les moyens de puissance, de gloire & de richesse, qui peuvent résulter de la sage combinaison des droits de ce Tarif, ne peuvent être appréciés que par ceux qui ont médité sur les effets presque incroyables du fameux acte de Navigation de Cromwel.

X X X V I.

Le Comité pesera dans sa sagesse, d'un côté, le produit de la Ferme du Tabac; de l'autre, les obstacles qu'elle met à nos liaisons avec l'Amérique unie, l'inconvénient de nous rendre tributaires de l'Etranger pour l'approvisionnement de cette espece de comestible, l'abus de payer en especes aux Hollandais ce que nous pourrions acheter des Américains en échange de nos marchandises, les fraudes, les procès & l'espece d'inquisition qu'elle occasionne; enfin les frais de régie énormes qui pesent en dernière analyse sur

le consommateur pauvre , sans profit pour l'Etat. Et , sur le rapport que le Comité en fera aux Etats-Généraux , ils supprimeront cet impôt indirect , ou le prorogeront pour un temps déterminé.

X X X V I I.

Les Citoyens vertueux , les Peres de famille & les Chefs de maison rendent des mains suppliantes vers les Etats-Généraux , pour demander la suppression des Loteries. Le Gouvernement ne doit pas autoriser un jeu illicite ; il ne doit pas favoriser une passion de gain effrénée qui ruine tous les jours des familles honnêtes. Si les besoins de l'Etat n'en permettent pas la suppression présente , l'intérêt & la sûreté publique exigent que la durée en soit fixée irrévocablement à cinq ans au plus.

X X X V I I I.

Les Vingtiemes sont de tous les impôts le seul qui puisse être perçu avec régularité , & dans cette justesse de proportion que le Législateur doit envisager avant toutes choses. Cet impôt a cela de particulier , que l'on peut quelquefois payer moins , & jamais plus qu'on ne doit. Mais il cessera d'être juste , si l'on peut s'y soustraire par des immunités ou

abonnements. Il faut, ou le supprimer entièrement , ou y assujétir tous les Ordres & tous les biens , sans aucune exception quelconque.

X X X I X.

Les Aides , les Gabelles , la Taille , l'Industrie & la Capitation , composeront les *subsidés extraordinaires*. Les Etats ne se détermineront à proroger la perception de ces impôts , vraiment affligeants pour l'humanité , que vu l'extrême délabrement des finances ; mais ils devront en limiter la durée irrévo- cablement.

X L.

Les moindres inconvénients de la Taille , l'Industrie & la Capitation , sont leur complication & leur poids énorme sur la classe nécessaire de la Nation. Le vice premier , le vice inhérent de ces impôts , est l'horrible arbitraire qui en est inséparable , & qui offre à la haine, l'envie & la vengeance, des moyens de nuire d'autant plus cruels , qu'il est impossible de s'en garantir.

X L I.

Le vœu du Prince & celui de la Nation ont pros crit depuis long-temps les Aides & la Gabelle.

Les Aides ! qui ruinent le Vigneron , vexent le consommateur , & donnent lieu à ces mélanges & ces compositions criminelles , qui empoisonnent tous les ans des milliers de Citoyens.

La Gabelle ! qui prive plusieurs de nos Provinces d'une branche d'industrie considérable , enlève à l'Agriculture un agent précieux , autorise des inquisitions odieuses , & fait périr tous les ans beaucoup de Citoyens dans les cachots & sur les galeres.

En réfléchissant aux effets malheureux de ces subsides , concédés jadis par des Assemblées nationales , que les Etats-Généraux frémissent à la seule idée d'un nouveau subside , & qu'ils s'épargnent le remords éternel d'avoir forgé de nouvelles chaînes à la Nation.

X L I I.

Les Etats-Généraux devront pourvoir aux dépenses extraordinaires , qu'occasionneroit une guerre imprévue , dans l'intervalle d'une Assemblée des Etats à une autre. Le moyen le plus simple , est d'autoriser Sa Majesté , à emprunter en ce cas les sommes nécessaires pour soutenir avec dignité la gloire du nom Français , & à augmenter les *subsides ordinaires* d'un ou plusieurs sous pour livre , qui deviendront le gage spécial des Prêteurs.

Agriculture.

X L I I I.

Les Etats-Généraux devront s'occuper particulièrement , de faire un principe constitutionnel des primes d'encouragement à donner à l'Agriculture. Le premier de tous les Arts est chez nous en arriere de plus d'un siecle , si nous le comparons à son état actuel en Hollande , en Angleterre & en Flandres.

X L I V.

Il faut encourager la culture du lin , en accordant une prime aux Navires qui apporteront de la graine de Riga nouvelle , avant une époque déterminée : il faut affranchir cette graine de tous droits , même locaux ; l'affranchir ou alléger en partie de la dîme , qui pèse d'autant plus sur cette production , que les frais d'engrais & de culture sont très-dispendieux ; supprimer tous droits à la fabrication , la marque & la sortie ; & bientôt la France ne craindra plus de concurrence , pour cette branche d'industrie , qui occupera & enrichira plusieurs millions de ses habitants des deux sexes.

X L V.

L'éducation des vers à soie, & nos Fabriques

en étoffes de cette matiere , deviendront pour nous , avec un bon régime , une source de richesses intarissables.

X L V I.

Il faut encourager les Savants & les Citoyens qui s'occupent de naturaliser en France de bonnes especes de bêtes à laine. Mais l'éducation des moutons , pratiquée en grand , enlèvera beaucoup de terrains à la culture des grains ; mais le succès de ces tentatives est encore douteux ; mais enfin il ne faut pas oublier que le lin & la soie sont deux productions naturelles à notre climat ; & que ces deux branches d'Agriculture & d'Industrie , peuvent payer & au-delà les laines que nous sommes obligés d'acheter à l'Etranger.

X L V I I.

On est surpris , non sans quelque apparence de raison , de voir se succéder rapidement en France la disette & l'abondance , la cherté & le bas prix des grains. Mais on ne sera pas long-temps à reconnoître les causes de ces variations , souvent inquiétantes pour le Gouvernement , si l'on veut faire quelques réflexions que voici.

Le sol de la France est bon : mais on y cultive l'olivier , l'oranger , la vigne , le lin ,

le chanvre , les garances ; mais la France a des Provinces entieres couvertes de forêts & de landes ; mais la France alimente des Colonies immenses ; mais l'Ouvrier Français ne se nourrit que de pain ; mais le Cultivateur est pauvre en général , & vend au jour le jour. D'où il résulte que , s'il y a abondance , le Cultivateur , pressé de réaliser , apporte de tous côtés son grain au marché , & le prix tombe ; si la récolte manque , comme on n'a point gardé , la disette se fait sentir aussi-tôt d'une maniere effrayante.

Après plusieurs années d'abondance , une seule année de demi-récolte nous a fait appréhender tout récemment les horreurs de la famine. Que seroit-ce si une seconde année... ? On n'ose achever ; cette idée fait frémir.

Tous les raisonnemens des politiques spéculateurs doivent venir échouer devant ce cri terrible : *du pain !* Occupons-nous donc d'en assurer à ce malheureux Artisan , à cette classe la plus précieuse de la société , qui , pendant une année entiere , ne gagne , à la sueur de son front , que de quoi payer sa quote-part des subsides de l'Etat.

Des approvisionnemens pour trois ans , il n'y a pas d'autres moyens. Depuis plus d'un siècle les Hollandais nous en ont donné

l'exemple , & depuis un siecle ils font nos Marchands de grains dans les temps de famine.

Commerce.

X L V I I I.

Les Etats-Généraux devront établir un Comité pour l'examen de tous les objets de réclamation du Commerce; & ce Comité devra se pénétrer de ces deux vérités : le Commerce particulier ne peut prospérer qu'à l'ombre des loix ; le grand Commerce , par la protection du Gouvernement , les distinctions & les encouragements.

X L I X.

Ce Comité devra donc supplier Sa Majesté, de l'autoriser à statuer irrévocablement sur le régime des diverses corporations de Commerce , Arts & Métiers. Après quoi , il demandera des instructions aux diverses Corporations des principales Villes de la France , & rédigera pour chacune des Statuts qui seront constitutionnels , & communs à la même Corporation dans toutes les Villes du Royaume ; de sorte que ces classes de Citoyens laborieux puissent compter sur la propriété de leur état , & ne soient plus le

jouet du génie inquiet & des volontés versatiles des Ministres.

L.

Quant au commerce en grand , il l'affimilera aux Arts libéraux , & le fera jouir de l'admission aux places les plus distinguées , lorsque d'ailleurs il y aura concours de lumieres & de talents nécessaires. Alors le riche héritier conservera le commerce de ses peres , parce qu'il l'estimera en raison de ce qu'il marche de front avec les Citoyens les plus considérés ; alors les grands capitaux resteront & se multiplieront dans le Commerce ; alors , devenu plus riche , le Négociant entreprendra de plus grandes choses , le Manufacturier donnera plus d'effort à son industrie , l'Armateur tentera des expéditions plus importantes ; alors aussi le Négociant aura la satisfaction de voir le Gentilhomme laborieux , se choisir des occupations entre l'Agriculture & le Commerce , & par ses lumieres , sa fortune , ses ressources , embrasser des projets plus vastes , des entreprises plus grandes , & porter le Commerce de la Nation au plus haut point de richesse & d'élévation.

L I.

Le Comité trouvera encore un moyen

puissant & sûr d'encourager le Commerce , d'enrichir les propriétaires de biens-fonds , d'aliéner avec avantage les domaines de l'Etat , & de libérer la dette de l'Etat , dans la diminution de l'intérêt de l'argent. Il exposera d'une manière claire & lumineuse les avantages sans nombre que présente cette diminution d'intérêt , & s'appuiera sur-tout de l'exemple des Anglais & Hollandais , nos maîtres dans les spéculations de Commerce & de Finances.

L I I.

Il envisagera comme un moyen d'agrandissement pour le Commerce , la faculté de *Transit* & d'entrepôt , sollicitée depuis longtemps , & qui étendrait dans une proportion indéfinie nos liaisons avec l'Allemagne , & la Suisse.

L I I I.

Il fera un examen impartial des diverses loix rendues pour l'établissement de plusieurs ports francs dans le Royaume , l'admission des Etrangers dans nos Colonies , & le Traité de Commerce avec l'Angleterre.

Dans la première de ces loix , il verra une ignorance profonde des vrais principes ; dans la seconde , un système pernicieux pour l'Etat ; & dans la troisième , un sacrifice ma-

nifeste de l'Industrie nationale. Il éclairera la religion de Sa Majesté sur ces vérités douloureuses ; & , par un tableau pathétique du mal qui en a résulté pour le Royaume , il fera regretter à Sa Majesté de n'avoir point écouté les réclamations des Chambres du Commerce , & obtiendra d'elle la révocation de ces loix désastreuses.

L I V.

Il sollicitera Sa Majesté de rendre une nouvelle Ordonnance du Commerce , dans laquelle seront refondues avec l'Ordonnance de 1673 , les décisions & Déclarations interprétatives qui lui ont succédé. Il exposera à Sa Majesté combien l'ancienne Ordonnance est insuffisante & combien elle embarrasse le Juge & le justiciable , par le nombre infini de cas qu'elle n'a point prévus , tels que les revendications , les consignations , les foires , &c.

L V.

Le Comité enfin sollicitera l'exécution de la disposition de l'Ordonnance rendue à la suite des Etats-Généraux de 1356 , qui défendoit toute *Lettre d'état ou de répit contre une dette légitime* ; si mieux n'aime Sa Ma-

jesté , toujours remplie d'humanité pour ses Sujets , ordonner que nul débiteur ne sera admis à obtenir *Lettres de répit* ou *Arrêt de surseance* , s'il ne justifie d'avance du consentement de la moitié en somme de ses créanciers.

Colonies.

L V I.

Le Roi fera supplié d'établir dans les Colonies , des Tribunaux à l'instar des Juridictions Consulaires , où les causes de Commerce soient jugées sans retard & sans frais.

L V I I.

On sollicitera les Réglements les plus sévères pour l'importation & l'exportation des marchandises des Colonies , suivant en cela l'exemple des Hollandois , des Espagnols & des Portugais , qui n'ont conservé leurs précieuses Colonies qu'en les rendant inaccessibles aux Etrangers , & ne permettant d'y acquérir de propriété qu'aux Sujets nés de la métropole.

Navigation.

L V I I I.

Les Etats-Généraux demanderont une ré-

forme dans les Tribunaux d'Amirauté , & la réduction des frais de procédures dans ces Jurisdictions, au taux de ceux des Jurisdictions Consulaires : ils régleront aussi les délais dans lesquels les causes devront y être jugées.

L I X.

Parmi les moyens d'encouragement pour la Navigation, ils proposeront des Primes pour le Commerce de la Pêche, & des distinctions honorables pour les Armateurs qui feront des entreprises en ce genre d'une certaine importance.

Mines.

L X.

Le Gouvernement devra faire les plus grands sacrifices , pour mettre en valeur les mines de charbon de terre indiquées dans plusieurs Provinces du Royaume. La Bretagne est une des Provinces où ces indices se rencontrent le plus fréquemment ; & le bas prix de la main-d'œuvre dans un pays naturellement pauvre, le voisinage de la mer dont cette presqu'isle est entourée, tout annonce une exploitation & une exportation aussi économiques qu'il soit possible de le désirer. Ces mines une fois mises en valeur

pourront occuper utilement les bras de beaucoup de criminels proscrits de la société , elles nous rassureront contre la crainte de l'épuisement de nos forêts , procureront des frets à notre Navigation , des Marins à l'Etat , & nous affranchiront du tribut que nous payons à l'Etranger pour l'approvisionnement de ce fossile.

L X I.

Le Gouvernement pourra , sans frais , donner des primes d'encouragement à ces exploitations naissantes , en faisant tourner à leur profit le produit des droits imposés sur les charbons venant de l'Etranger.

Navigation des rivières.

L X I I.

Après avoir pourvu à la navigation maritime , les Etats-Généraux s'occuperont de perfectionner la navigation des rivières.

Notre siècle sera fameux dans la postérité , par les dépenses presque incroyables que nous avons faites , pour creuser à travers des montagnes des canaux à-peu-près inutiles ; & ces grandes rivières qui arrosent nos plus belles Provinces , ces canaux naturels que nous trouvons à chaque pas , nous n'avons

rien fait pour les rendre utiles à l'état !

Paris est situé à cinquante lieues de la mer , sur les bords du fleuve le plus égal dans son cours , le plus sûr pour la navigation ; & nous n'avons pas encore songé à perfectionner cette navigation , qui simplifieroit , épargneroit , abrégeroit les frais d'importation & d'exportation , & ouvriroit un champ plus vaste au commerce de cette capitale !

Ce que l'on observe pour la Seine , s'applique à toutes les autres grandes rivières du Royaume , que l'on rendra parfaitement navigables avec une dépense beaucoup moindre que celle des seuls canaux de Picardie & de Bourgogne.

Réformes d'abus.

L X I I I.

La justice & l'humanité sollicitent les Etats-Généraux de s'occuper de la réforme du régime des prisons , où le crime & le malheur se trouvent confondus , où le meurtrier partage la paille du débiteur insolvable , où le pere infortuné qui ne peut payer les mois de nourrice de son enfant , respire le même air que le paricide & l'incendiaire.

L X I V.

Ils adresseront la voix au Monarque qui les a réunis pour les consulter , & ils lui diront avec respect & fermeté : » SIRE ,
 » une plaie secrète navre le cœur de vos Sujets. Ils sont nés libres , & leur ame se ré-
 » volte à la seule idée du despotisme. Faites
 » tomber ces murs affreux , où le Citoyen pé-
 » rit sans être entendu ; anéantissez jusqu'au
 » nom de ces ordres foudroyants qui frappent
 » & immolent en même-temps. Ah ! Sire, un
 » Roi de France ne sera vraiment grand , que
 » quand il pourra se passer de ces instruments
 » terribles de la puissance ! «

L X V.

La suppression de la Milice devra être aussi l'objet de leurs supplications les plus pressantes. Nos ancêtres ont accepté la taille pour tenir lieu du service militaire : exiger la taille & assujétir à la milice , c'est faire payer deux fois le même impôt ; cela n'est pas juste.

L X V I.

Ils s'occuperont sérieusement des moyens de détruire la mendicité.

Un Peuple cultivateur & fabricant doit

pouvoir occuper & nourrir tous les pauvres. Mais la mendicité a des attrait pour les fainéants ; & beaucoup de ceux qui en font le métier , renonceront difficilement à un moyen d'exister , qu'ils se sont accoutumés à regarder comme une propriété. Le moyen qui paroît le plus sûr , est de les forcer d'habiter la Paroisse sur laquelle ils sont nés. On n'en impose pas à ses voisins par de fausses infirmités ; on rougit de demander l'aumône à qui est né plus pauvre que soi ; on a toujours quelques parents qu'on n'ose pas déshonorer par son extrême turpitude ; & enfin , sur le nombre de ceux qu'on empêchera d'être vagabonds , la honte & l'heureuse impuissance de feindre , en rendront quelques-uns utiles à la société.

L X V I I.

Un autre genre de mendicité à proscrire , est la mendicité des Moines & des Religieuses. L'honneur du Clergé est intéressé à la réforme de cet abus : il n'y a point de sacrifice qui doive lui coûter , pour faire cesser un usage , qui fait le plus grand tort aux mœurs & à la Religion.

L X V I I I.

Les privilèges exclusifs de chasse ruinent

beaucoup de Cultivateurs , & exposent beaucoup de Citoyens à des peines afflictives. Sous ces deux points de vue , ils méritent toute l'attention des Etats-Généraux.

On a cru répondre à ces griefs en s'écriant : la propriété ! Oui , sans doute , la propriété est une chose sacrée ; mais celle-là seulement qui ne trouble point l'ordre commun. Si vous venez établir dans le centre d'une ville une plâtrerie , une fonderie de suifs , &c. , les voisins n'auront-ils pas le droit de vous faire cesser votre état , de faire détruire vos ateliers ? Les loix proscrivent tout ce qui est nuisible au plus grand nombre. Les privilèges de garene sont en général la ruine des terres voisines : point d'autres preuves , point d'autres motifs pour en faire prononcer la suppression.

L X I X.

Les privilèges de colombier , nuisibles sous le même point de vue , devront éprouver une pareille condamnation.

L X X.

Les banalités de moulins , fours , pressoirs , &c. , derniers restes du système féodal , doivent expirer sous une constitution

nouvelle, qui tend à établir la plus parfaite liberté & indépendance entre Citoyens.

L X X I.

Les droits de poids , minage , hallage , & autres péages & droits locaux , ne peuvent subsister dans le système adopté de la liberté de circulation dans l'intérieur du Royaume.

Si ces droits , d'après la vérification des titres qui sera ordonnée , se trouvent être usurpés ou non appuyés de titres valables , ils devront être supprimés.

Si , au contraire , la propriété en est constante , les Provinces seront autorisées à s'en libérer , en remboursant les propriétaires à raison du denier 20 , sur le produit commun des dix dernières années.

L X X I I.

Les Etats-Généraux devront demander la suppression de toutes les immunités & exemptions des charges publiques , telles que logement de gens de guerre , tuteles , rachat de corvées , & autres de même nature. Nous croyons que le Clergé & la Noblesse ne tiendront pas à ces immunités , qui présentent un caractère d'injustice , & qui d'ailleurs ne sont d'aucune distinction , puisqu'il s'agit de l'homme enrichi , quel qu'il soit , peut

s'en procurer de semblables avec de l'argent.

L X X I I I.

Le Comité institué par les Etats-Généraux pour la discussion des matieres de Commerce, discutera la grande question des privileges accordés à la Compagnie des Indes & à la Compagnie du Sénégal: il obligera ces Compagnies à justifier de leurs exportations & importations, depuis leur établissement jusqu'à ce jour: il y comparera la masse du Commerce des particuliers dans un même espace de temps; &, d'après son rapport, les Etats-Généraux statueront sur leur utilité ou préjudice pour la Nation.

L X X I V.

Toutes les Manufactures royales & autres, jouissant de privileges exclusifs, seront tenues de les rapporter à ce Comité, pour être statué, d'après son rapport, sur leur suppression ou prorogation.

L X X V.

Le Roi sera supplié d'encourager à l'avenir, par des primes & non par des privileges exclusifs, les établissemens qui lui paroîtront mériter ses bienfaits.

L X X V I.

Les Etats-Généraux demanderont la suppression de ces lieux privilégiés, qui servent d'asyle à la mauvaise foi & à l'escroquerie.

L X X V I I.

Ils demanderont aussi la suppression des lieux privilégiés pour les Maîtrises, où l'ignorance & la mauvaise foi s'exercent au grand jour, & où l'on jouit du privilege inconcevable de participer aux avantages d'un état, sans en supporter les charges.

L X X V I I I.

Le Roi sera prié de prendre en considération l'inutilité de la plupart des Gouvernements militaires, & le prix énorme qu'ils coûtent à la Nation.

L X X I X.

Il lui sera représenté que la Jurisdiction des Intendants est inconstitutionnelle, 1^o à cause de la maniere d'y procéder par Requête; 2^o parce qu'on ne peut se pourvoir contre ces Jugemens qu'au Conseil seulement: ce qui est contraire au privilege constant des Normands d'être jugés en dernier ressort dans la Cour Souveraine de la Pro-

vince , & ce qui force souvent de pauvres Citoyens à abandonner des prétentions très-justes , à cause de l'impuissance où ils se trouvent d'aller solliciter un Jugement au Conseil.

L X X X.

La plus vicieuse de toutes les administrations est celle de la Poste aux chevaux. Le service gratuit que les Maîtres de Poste font pour Sa Majesté , est payé trop cher par les immunités en nature dont ils jouissent : il faut les payer de leurs services , & les assujétir aux charges communes.

Projets d'établissements.

L X X X I.

L'éducation publique est un objet digne de l'attention des Etats-Généraux ; il est digne d'eux aussi d'instituer , dans les Colleges des principales Villes du Royaume , des Chaires publiques pour l'étude des langues vivantes. La France auroit tiré un bien plus grand parti de la révolution d'Amérique , si ses Fabricants , Armateurs & Négociants avoient eu l'habitude de la langue anglaise.

L X X X I I.

Les Etats-Généraux devront ne point f

réparer, sans avoir prononcé sur la grande question du défrichement des communes.

Il n'est point du tout indifférent pour l'Etat, que des plaines très-vastes & d'excellentes terres restent incultes & sans valeur. S'il est intéressant de conserver un patrimoine aux pauvres, ne pourroit-on pas y parvenir par un moyen plus fructueux pour eux & profitable à la Nation ? Que l'on inféode ces terrains aux Paroissiens actuels, à la charge d'une rente irraquitable au profit de la Fabrique ; que le produit de cette rente ne puisse jamais être applicable qu'au soulagement des pauvres ; & qu'il leur soit distribué, dans une proportion qui sera réglée, tous les six mois, par l'assemblée générale des Paroissiens : il semble que, par-là, on aura pourvu pour toujours aux besoins des pauvres, & que l'on aura assuré à l'Agriculture de nouveaux moyens de richesse & d'abondance.

L X X X I I I.

Les Etats-Généraux devront faire disparaître les inégalités choquantes, qui se trouvent dans le revenu de MM. les Curés de la campagne. De deux Ministres de l'Autel, dont le caractère & les fonctions sont les mêmes,

mêmes, il n'est pas juste que l'un ait dix mille livres, & l'autre six cents livres de rente.

Cet état respectable suppose le goût de l'étude, & beaucoup d'occasions d'exercer la bienfaisance ; il exige un *decorum* & des devoirs d'hospitalité : c'est pourquoi il est convenable qu'on assure à tous ces Ministres un revenu qui excède d'un tiers au moins les besoins ordinaires de la vie.

L X X X I V.

L'on trouvera un moyen bien facile de pourvoir à l'amélioration des Cures, en supprimant quelques-unes de ces Maisons religieuses, très-riches & presque désertes, que l'on rencontre dans toutes les Provinces.

L X X X V.

Enfin, & ce sera le dernier vœu de la liberté, les Etats-Généraux prieront le Roi de faire cesser les gênes vexatoires de la Librairie, qui arrêtent le progrès des lumières & la propagation de la vérité.

*Arrêté à Rouen en Assemblée générale le
25 Mars 1789.*

(11)

...
...
...

...
...
...
...
...
...
...
...
...

I. 1. 1. 1. 1. 1.

...
...
...
...
...
...

I. 1. 1. 1. 1. 1.

...
...
...
...
...
...

...
...
...